

# Contribution à l'histoire du K(ommunistische) A(rbeiter) P(artei) D(eutschlands)<sup>\*,\*\*</sup>

Bernhard REICHENBACH (Hambourg)<sup>1</sup>

(Archives pour l'histoire du socialisme et du mouvement ouvrier.

Éditées par Carl GRÜNBERG, en liaison avec une série de spécialistes de renom de tous les pays  
[«Grünberg Archiv»], Vol. XIII, Leipzig, 1928 [p. 117-140])

Traduction allemand-français, avril 2019 : Jean-Pierre Laffitte

Texte incluant une annexe bibliographique

[Révision de traduction et notes éditoriales : Philippe Bourrinet]

## 1. Les causes de la création du Parti dans une période d'action révolutionnaire

Le Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands (KAPD) [Parti communiste-ouvrier d'Allemagne] est né à l'époque des plus grandes luttes révolutionnaires. C'est pourquoi son histoire est une partie de l'histoire de la Révolution allemande. Son développement a été déterminé par le fait suivant : lorsque le prolétariat allemand s'est retrouvé pour la première fois dans l'état d'un mouvement de masse actif et révolutionnaire, la dictature de la bourgeoisie a rendu impossible un affrontement pour la clarification d'idées en raison des moyens inédits de l'état de siège qui régnait déjà depuis des années en raison de la guerre : une parole bâillonnée, une presse muselée, des réunions interdites. Un facteur aggravant et décisif s'y est ajouté : les organisations ouvrières qui, de par leur théorie marxiste de la lutte des classes – sur la base de leur histoire

---

\* Le travail qui suit veut donner, à partir d'un matériau très disséminé de publications, de procès-verbaux et de communiqués de presse du KAPD, ainsi que des manifestations à l'intérieur d'un secteur décisif de la Révolution allemande, une image globale de l'évolution, du devenir et de l'action du KAPD, de sa base théorique et de la position particulière qu'il a prise dans la stratification du prolétariat allemand et des partis ouvriers qui se réclamaient de Marx. C'est pourquoi j'ai tenu à donner si possible la parole au parti lui-même par l'intermédiaire de ses documents. Dans la mesure où le texte ne cite pas ses sources, elles sont indiquées à la fin dans la bibliographie. [Note de bas de page de Bernhard Reichenbach].

\*\* L'article de Reichenbach constitue un pendant à l'étude de Johannes Wertheim sur la "Fédération des socialistes révolutionnaires – Internationale" dans cette Archive XII, 297/309. Il provient également d'un homme politique qui a participé personnellement, en tant que dirigeant de parti, à l'évolution qu'il a décrite et il est rédigé avec un tempérament qui relève d'un parti pris politique, qui donc n'est sûrement pas impartial. Les deux articles sont cependant particulièrement précieux étant donné qu'ils font mieux connaître le matériel – aujourd'hui encore très difficilement accessible – de deux sous-tendances appartenant au grand courant du mouvement ouvrier socialiste allemand et autrichien de l'après-guerre-mondiale, et dont ils fixent le souvenir. [Note de bas de page de Carl Grünberg].

<sup>1</sup> Bernhard Reichenbach (1888-1975), frère aîné du logicien Hans Reichenbach, est né à Berlin et a passé son enfance à Hambourg. Il travailla d'abord comme acteur, puis étudia la littérature, l'histoire de l'art et la sociologie à Berlin de 1912 à 1914. Il joua un rôle actif dans le mouvement étudiant (*Freie Studentenschaft*) pendant cette période et fut co-éditeur de *Der Aufbruch*. Il fut mobilisé de 1915 à 1917. En 1917, il adhère à l'USPD. En avril 1920, sans avoir jamais été membre du KPD, il cofonde le KAPD et devient l'un des rédacteurs de sa presse. En 1921, il représenta le KAPD au Comité exécutif de l'Internationale communiste. A Moscou, il négocia avec Lénine l'admission pleine et entière du KAPD dans le Komintern. Il intervint au troisième congrès du Komintern à Moscou sous le pseudonyme de *Johannes Seemann*. Exclu en mars 1922 du KAPD avec Karl Schröder, Arthur Goldstein, Emil Sach (*Erdmann*), il forme la Tendance d'Essen du KAPD. Sans renoncer à ses convictions kapédistes, il adhère en 1925 au SPD et travaille comme conférencier auprès des Jeunes socialistes. Employé dans une entreprise de produits chimiques à Krefeld, il continua à être actif dans le KAPD (*Essener Richtung*) jusqu'en 1928. En 1930-1931, il joua un rôle central dans le processus de fondation des Combattants rouges communistes des conseils en créant des liens entre les Jeunes socialistes et le cercle animé par Karl Schröder, Alexander Schwab et Arthur Goldstein à Berlin. De 1931 à son expulsion en août 1932, il fut membre du SAPD et réussit à y recruter pour les Rote Kämpfer. En 1932-1933, il était coresponsable du travail illégal. Journaliste interdit d'activité professionnelle, Reichenbach émigra à Londres en 1935 via les Pays-Bas. Adhérent du parti travailliste il travailla avec les sociaux-démocrates allemands en exil. Interné de 1940 à 1941, Reichenbach travailla ensuite pour le gouvernement britannique, comme éditeur du journal, *Die Wochenpost* publié par le Foreign Office et destiné aux prisonniers de guerre allemands. Après 1945, toujours membre du Parti travailliste, il est correspondant de presse à Londres pour le *Süddeutscher Rundfunk* et le *Westfälische Rundschau*.

et de leur destin dans l'époque d'avant-guerre – étaient à même de saisir les traits d'une situation devenant révolutionnaire et de la modeler par l'intervention du prolétariat, avaient conclu, au nom de l'idéologie nationale, une paix intérieure d'union sacrée (*Burgfrieden*) avec les autorités de l'ancien État impérial. La conséquence d'une telle volonté affirmée de restreindre leur opposition aux buts de guerre fixés par Ludendorff était inéluctable : aucune perturbation de la conduite de la guerre par Ludendorff. De fait, cette opposition s'est inscrite dans une orientation carrément antirévolutionnaire, elle s'est traduite par un refus du ferment révolutionnaire en tant que facteur de réorganisation de la société et de réalisation du socialisme. La légalisation de leur existence publique, leurs journalistes opérant sans entraves, ainsi que la libre gestion de leur appareil financier, ont permis à la direction du Parti social-démocrate et aux syndicats d'avoir l'exclusivité d'un formidable appareil organisationnel. Il en est résulté, naturellement, que les masses qui peu à peu s'insurgeaient durent lutter non seulement contre l'État et sa guerre, mais aussi contre les instances dirigeantes de leurs propres organisations. Le désarroi produit par cette situation a conduit et devait nécessairement conduire à l'échec de la tâche la plus importante du prolétariat qui s'était réveillé : la clarification des phénomènes confus existants et qui doivent apparaître dans toute révolution ainsi que organisation de l'action consciente de la classe.

Si ces réflexions sont placées en début d'article, ce n'est pas dans le but de polémiquer ou bien de donner des appréciations relevant de la morale révolutionnaire, mais pour la raison suivante : de même que ces rapports de forces ont été le point de départ de la révolution, de même ils ont caractérisé son cours ultérieur et sont devenus déterminants pour la nature de la stratification de classe au sein du prolétariat, et par conséquent celle de la structure particulière des partis pris isolément, dont le devenir ne peut être compris sans la connaissance de cette situation initiale. Il devait en découler que prédominât, à long terme, l'élément négatif au sein de l'opposition et que sa structuration en un facteur positif de volonté soit retardée ou différée – par-delà l'élan initial, de l'époque d'esprit solidaire et de sacrifice du prolétariat, quand la bourgeoisie était totalement déboussolée, découragée, et incapable de la moindre résistance.

C'est dans cette situation chaotique que, fin décembre 1918, le Spartakusbund [Ligue Spartacus] mit fin à son association avec l'USPD [Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne] et fusionna avec le groupe des IKD [Communistes internationalistes d'Allemagne] pour former le KPD (Spartakusbund) [Parti Communiste d'Allemagne]. Ses chefs, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, Leo Jogiches peu après, furent abattus par les gardes blancs. L'élection d'une nouvelle direction centrale était impossible dans les circonstances d'alors. C'est pourquoi la Centrale fut élargie par cooptation et passa alors sous la houlette de Paul Levi qui, sous l'influence de Karl Radek et de l'émissaire russe Bronski<sup>2</sup>, conduisit le Parti de l'activité à la passivité. C'était du moins l'opinion d'une opposition qui peu à peu grossissait et s'exprimait dans la presse du Parti – en particulier celle des districts importants de Berlin, de Hambourg et de la Saxe. La Centrale était l'objet des reproches suivants : au lieu d'être la force motrice de la poussée des larges masses et ainsi de clarifier et concentrer ces tendances d'activité révolutionnaire, cette centrale n'était qu'un facteur d'activité brouillonne et d'indécision, et par conséquent était responsable du fait que les luttes qui en étaient le fruit se déroulaient de manière sporadique et dispersée. Conformément à la tactique adoptée de renoncement à la politique d'offensive révolutionnaire – c'est ce qui transparaissait dans la presse de l'Opposition et dans les doléances transmises à Moscou –, la direction du Parti voulait se limiter aux domaines où la société bourgeoise autorisait l'activité ouvrière : le domaine politique, dans le cadre parlementaire, le domaine économique, dans le cadre syndical. L'Opposition considérait pour sa part les activités parlementaire et syndicale comme incompatibles avec l'action révolutionnaire.

Trois questions litigieuses restèrent donc en suspens : la refonte de l'organisation du Parti; la participation à l'action parlementaire; et l'alternative posée entre une activité dans les syndicats ou la création de nouvelles organisations de lutte économique. Ce sont ces questions litigieuses qui ont mené à la scission dans le Parti et à la fondation du KAPD. On trouvera la description de la façon dont ces contradictions ont évolué dans le rapport suivant, datant de juin 1921, présenté par la délégation du KAPD au Comité exécutif de la III<sup>e</sup> Internationale :

---

<sup>2</sup> Mieczyslaw Bronski (1882-1938), connu sous le nom de Warszawski-Bronski (pseudonyme : *Posener* ou *Posner*). Né à Łódź (Pologne), fils d'un propriétaire d'usine textile, il adhéra au SDKPIL de Rosa Luxemburg, parti qu'il représenta à la conférence de Kienthal en 1916. En Russie, jusqu'à novembre 1918, il fut commissaire du peuple pour le commerce et l'industrie. De 1920 à 1922 il fut ambassadeur soviétique à Vienne et participa activement à l'activité des partis communistes de langue allemande, notamment à la publication de la *Russische Korrespondenz*. Membre en 1928 du collège du Commissariat du peuple aux finances, il fut professeur d'économie politique à l'Académie des sciences de Moscou. Arrêté en 1937, il fut fusillé près de Moscou (Kommunarka) le 1<sup>er</sup> septembre 1938.

Le Congrès de fondation du KPD (Spartakusbund), contrairement à tous les autres partis, avait décidé à une écrasante majorité de ne pas participer aux élections à l'Assemblée nationale. Après les combats du printemps et de l'été 1919, un fort courant en faveur du parlementarisme s'est manifesté dans la direction du Parti (la Centrale nationale). L'opinion des adhérents y était contraire. C'est ainsi qu'une assemblée de fonctionnaires du Grand-Berlin a pris, en août 1919, une résolution qui posait à la camarade Clara Zetkin, laquelle siégeait encore chez les «Indépendants» dans le Landtag du Wurtemberg, un ultimatum : se démettre de son mandat ou bien quitter le Parti. La camarade Zetkin n'a pas réagi à cette injonction, et la Centrale du Parti, dont la camarade Zetkin faisait également partie, l'a confortée dans son attitude. La Centrale a pris ensuite, dans la période qui a suivi, ouvertement position en faveur du parlementarisme, sans attendre une modification de la décision du Congrès du Parti. Elle est même allée plus loin en combattant les groupes locaux et les districts qui s'en tenaient à la décision du Congrès et en y sabotant l'agitation par la suppression de tout soutien financier, etc.

L'évolution de la confrontation dans la question syndicale a pris à peu près le cours suivant : les prolétaires avaient tiré des combats du printemps 1919 la leçon que les syndicats sont non seulement totalement inutilisables pour conduire les grandes luttes et les imposantes actions de masse, mais qu'ils représentent même un gros obstacle pour la révolution. Les prolétaires ont procédé partout et spontanément à la création de leurs propres organisations de lutte qui ne se fondaient pas sur les professions, mais sur les entreprises, qui ne faisaient pas éclater l'unité des travailleurs et qui ne suscitaient pas des contradictions de classe chez les travailleurs, mais qui réunissaient de manière unitaire la classe du prolétariat révolutionnaire là où par nature il ne fait qu'un, c'est-à-dire dans l'entreprise. De telles organisations d'entreprise [B(etriebs)-O(rganisationen) (B.O.)] surgirent spontanément dans le bassin de la Ruhr, dans la région industrielle de Haute-Silésie, en Allemagne centrale, à Berlin, sur la côte de la mer du Nord, bref dans tous les centres industriels d'Allemagne. Lorsque la direction du KPD a vu, au cours de l'été 1919, la naissance et la croissance de ce mouvement de masse, elle a d'abord essayé de favoriser ces organisations par tous les moyens. Les anciens chefs, comme [Paul] Levi, Ludwig, [Bruno] Körtling, [Paul] Frölich, ont donné comme mot d'ordre général celui de fonder des B.O. et de sortir des syndicats. Avec le revirement de la Centrale dans la question parlementaire, accompli à la fin de l'été 1919, l'orientation, menée sous la direction de Paul Lange<sup>3</sup>, combattant de la manière la plus véhémement les B.O. et exigeant l'entrée et le travail des communistes dans les syndicats, a pris le dessus au sein de la direction du Parti. Désormais, les membres de la Centrale qui avaient aidé à fonder les B.O. étaient eux aussi devenus leurs ennemis les plus violents. Mais la masse des adhérents du Parti est restée fidèle aux B.O. qui s'étaient regroupées dans l'Union générale des travailleurs [A(llgemeine-)A(rbeiter)U(nion)]. Le fossé entre les instances du Parti et la grande masse des adhérents, principalement dans les centres industriels, s'élargissait de jour en jour. À la suite de quoi, un Congrès fut convoqué pour les 20-24 octobre 1919 à Heidelberg. Là, la Centrale a assailli les délégués avec ses soi-disant «Principes directeurs de Heidelberg» bien connus, qui n'avaient pas encore été soumis auparavant à la discussion auprès des adhérents et étaient complètement nouveaux pour les délégués. Les 18 délégués qui avaient voté contre ont été exclus de la Conférence après que l'on se fut assuré, par différentes manœuvres, une majorité des voix en faveur de la Centrale. Les districts oppositionnels n'ont pas pensé dans un premier temps à former leur propre parti, mais ils ont voulu que soit convoqué un second Congrès où l'on devrait voter à nouveau sur toutes ces questions après que les adhérents eussent pris position sur celles-ci. Pour ne pas perdre le contact entre eux, ils ont décidé de déléguer au district du Nord-Est (Brême) la fonction de Bureau d'information de l'Opposition. Les mois suivants ont été occupés par des discussions internes, et la Centrale a sauté sur l'occasion pour mener l'offensive en utilisant les moyens les plus agressifs. Elle a par exemple convoqué à Berlin, à Brême, à Hambourg et dans d'autres villes des réunions publiques dirigées contre les organisations locales du Parti. La session du Comité central de février 1920 a exclu du Parti les districts du Grand-Berlin, du Nord, du Nord-Ouest et de la Saxe orientale, et elle a invité les partisans de la Centrale à y former de nouvelles organisations. La Centrale trouva peu de partisans dans ces districts. Un exemple : celui du Grand-Berlin. À peu près 500 membres de ce district, qui en comptait alors 8.000, en sortirent pour former une nouvelle organisation allant dans le sens de la Centrale<sup>4</sup>.

\* \* \*

Les districts exclus ne voulaient pas encore former un parti indépendant. Deux choses s'y opposaient : l'espoir, en raison de la force numérique de l'Opposition, de pouvoir encore sauver l'unité du Parti et celui de faire triompher ses vues. De plus, on était dans l'attente de la position de la III<sup>e</sup> Internationale, dont on espérait qu'elle approuverait finalement les théories de l'Opposition. Il y avait aussi le fait que les représentants du Bureau d'Amsterdam de l'Internationale communiste, les camarades Herman Gorter et Anton Pannekoek qui bénéficiaient d'une haute estime auprès des Russes, défendaient l'antiparlementarisme, ainsi que la formation d'Unions basées sur les entreprises. Mais cet espoir s'est révélé illusoire. En effet, Karl Radek – lequel de sa cellule de prison, outre ses entretiens avec des industriels comme [Walther] Rathenau et Deutsch et avec des hommes politiques de toutes tendances, avait également pris en main la direction de la Révolution allemande et était pour le moins le mentor de la

<sup>3</sup> Paul Lange (1880-1951), syndicaliste social-démocrate originaire de Leipzig. Il travailla en 1915, avec Rosa Luxemburg et Franz Mehring, à la rédaction et diffusion de *Die Internationale*. Membre de l'USPD et du Spartakusbund, il devint l'un des fondateurs du KPD et fut élu membre de sa centrale. Il était un rédacteur de la *Rote Fahne* et de la *Russische Korrespondenz*. En novembre 1920, il quitta le KPD pour l'USPD, puis après 1922 pour le SPD. Après mai 1945, il est membre du KPD-SED, devient rédacteur en chef du *Leipziger Volkszeitung*, défendant l'idée d'un «parti de type nouveau» [Note de l'éditeur].

<sup>4</sup> Le rapport original, sans coupures ou modifications ultérieures par Reichenbach (?), est archivé au SAPMO (Stiftung Archiv der Parteien und Massenorganisationen der D.D.R. im Bundesarchiv, Berlin; Bundesarchiv Berlin Lichterfelde, vorher *Institut für Marxismus-Leninismus beim* z.k. der S.E.D.) [Note de l'éditeur].

Centrale – avait manifesté une attitude des plus cassantes à l'encontre de l'Opposition et imposé que le Bureau d'Amsterdam soit déclaré dissous par un simple télégramme.

C'est l'attitude de la Centrale lors du putsch de Kapp qui a donné l'impulsion décisive pour que l'Opposition se constitue en nouveau parti. Au moment donc de la plus haute tension d'activité et où l'Opposition lançait les mots d'ordre les plus acerbes, le prolétariat révolutionnaire se retrouva désarçonné par le tract de la Centrale (rédigé par Bronski, mais que la Centrale a en tout cas continué à défendre) : *Contre la grève générale ! L'arme au pied*<sup>5</sup> Mais les jours qui suivirent montrèrent un complet isolement des hommes de la Centrale au point de désavouer leur propre tract. Le Komintern, lui aussi, prit énergiquement ses distances à leur égard.

Les événements prirent alors le cours que l'on sait. Le KPD a envoyé deux représentants pour négocier sur ce que l'on a appelé les Accords de Bielefeld<sup>6</sup>, accords qu'il entérina. L'Opposition a cherché par tous les moyens à susciter dans les masses la résistance la plus résolue à ces accords, avec la justification suivante : ni les militaires, ni l'ancien gouvernement qui a été sauvé<sup>7</sup>, ne respecteraient les concessions faites aux travailleurs dans ces accords, la partie adverse ne voulant obtenir rien d'autre que le désarmement des ouvriers.

En ce qui concerne maintenant le cours de la fondation du KAPD et les événements qui s'y rattachent, nous nous reportons au rapport cité plus haut :

Le putsch de Kapp a démontré que le comportement de la direction officielle du Parti équivalait à un abandon de la lutte révolutionnaire, à un glissement sur un terrain opportuniste. Il avait dévoilé que s'étaient en réalité formés deux partis différents dont la réunification était aussi impossible que l'union du feu et de l'eau. C'est la raison pour laquelle l'organisation berlinoise convoqua le 3 avril 1920 un congrès de l'Opposition dans lequel décision fut prise de se constituer en «Parti communiste-ouvrier d'Allemagne» (KAPD). Environ 80.000 membres de l'ancien KPD étaient représentés, mais des districts isolés ne nous ont rejoints qu'après le Congrès. Les tâches et l'activité du nouveau parti étaient clairement fixées. Du fait du refus de l'activité légale parlementaire, il fallait exploiter toutes les situations de politique intérieure et extérieure pour attiser de nouveau la lutte active contre l'État bourgeois et, avant tout aussi, pour empêcher un retour en force de cet État afin que le prolétariat, malgré sa situation minée, extraordinairement embrouillée, et fragile tout autant politiquement qu'économiquement, puisse assumer le pouvoir.

Un exemple de l'action du KAPD dans cette direction ? Nous le trouvons dans le déploiement de son activité lors de la guerre russo-polonaise pendant l'été 1920. Le KAPD appela les ouvriers à refuser de travailler dans les fabriques de munitions et à saboter les livraisons de munitions destinées à la Pologne. Le KPD a qualifié cela de romantisme révolutionnaire jusqu'à ce que, suite à un appel du Comité exécutif de Moscou, il reprenne à son compte les mêmes mots d'ordre. Le KAPD incitait le prolétariat à agir vigoureusement, à élire des comités d'action révolutionnaires et des conseils ouvriers politiques, à s'unir aux frères russes au moment où l'Armée rouge se rapprochait de la Prusse orientale, à former un front uni de la Russie des soviets avec l'Allemagne des conseils. Nous voulions le transformer en insurrection, tandis que le KPD proférait un mot d'ordre parfaitement saugrenu : «neutralité en faveur de la Russie». Avec ce mot d'ordre exprimant une absolue passivité, le KPD développait seulement un type d'activité, dirigée non contre la bourgeoisie et son État, mais contre le KAPD qui se trouvait extrêmement disponible pour le combat et prônait, tout en la préparant, l'insurrection. C'est ainsi que, les 19 et 20 août 1920, des appels de mise en garde contre les mots d'ordre du KAPD parurent dans la *Rote Fahne*, la *Freiheit*<sup>8</sup> comme dans tous les journaux de province des deux partis. Les travailleurs, très souvent prêts à combattre, se retrouvèrent désorientés, les débuts d'un mouvement que l'on ne pouvait plus arrêter furent étouffés dans l'œuf. C'était là un exemple typique de la façon dont un mouvement, non dans ses prémices, mais dans son résultat, dans sa portée, prend la tournure d'un putsch parce que l'attitude du KPD provoqua le désarroi des travailleurs.

<sup>5</sup> Cf. cette proclamation de la Centrale du KPD : «*Les travailleurs doivent-ils réagir par une grève générale dans le moment présent? La classe ouvrière, qui a été battue hier par les bandes armées d'Ebert-Noske – qui est désarmée et sous la pression la plus forte des patrons – n'est pas en mesure d'agir pour le moment. Nous estimons qu'il est de notre devoir de le préciser. La classe ouvrière engagera le combat contre la dictature militaire en temps voulu et avec les moyens qui lui paraîtront favorables. Ce moment n'est pas encore là. Il ne sera là que lorsque le visage de la dictature militaire se sera dévoilé*» [«Erich Ludendorffs 18. Brumaire. Militärdiktatur oder Proletarierdiktatur ?», *Rote Fahne* n° 30, 14 mars 1920] [Note de l'éditeur].

<sup>6</sup> Les Accords de Bielefeld furent signés le 24 mars 1920 par quelques partis bourgeois (le Deutsche Demokratische Partei, parti «libéral de gauche»), l'ADGB de Carl Legien, le SPD et l'USPD ainsi que deux représentants du KPD (avec l'aval de Wilhelm Pieck). Selon ces accords, qui ne furent jamais respectés, l'État s'engageait à désarmer les bandes contre-révolutionnaires et à épurer le corps des fonctionnaires «délouaux» vis-à-vis de la République. L'Armée rouge devrait rendre toutes ses armes, sauf certains ouvriers qui devraient être «intégrés» dans la police municipale. En contrepartie la Reichswehr se contenterait de prendre ses quartiers à la frontière de la Ruhr. Mais, dès qu'une partie des ouvriers eut rendu ses armes – l'immense majorité le refusant –, les forces gouvernementales, renforcées par les corps francs, marchèrent sur la Ruhr. Il s'ensuivit un bain de sang : dans toute la Rhénanie-Westphalie, les quartiers ouvriers étaient pillés et incendiés, des familles entières, et même des infirmières, étaient fusillées.

<sup>7</sup> Il s'agit de l'ancien gouvernement social-démocrate formé par le chancelier Gustav Bauer. Comme Noske, Bauer dut démissionner après le putsch de Kapp. Bien que jugé peu fiable par Carl Legien, il retourna au gouvernement formé par le chef SPD Hermann Müller. Il est bon de rappeler que le gouverneur social-démocrate de Prusse-Orientale August Winnig soutint le putsch de Kapp (Note de l'éditeur).

<sup>8</sup> *Die Freiheit* était l'organe de l'USPD (Berlin, Königsberg, Braunschweig, etc.), mais le titre avait été repris par le KPD à Hanau et Düsseldorf (Note de l'éditeur).

Lors de l'Action de Mars, sur laquelle nous reviendrons plus loin, qui fut déclenchée par le KPD lui-même, c'est la même chose qui se répéta. Nous avons par la suite poursuivi nos tentatives de transformer les luttes économiques en luttes politiques visant à prendre le pouvoir. La plus grande lutte de ce type a été celle de la grève des électriciens berlinois de novembre 1920<sup>9</sup>, mais elle a périçité en raison du comportement de la Centrale du KPD au moment où s'imposait sa transformation en grève générale.

\* \* \*

Une coopération entre les deux partis communistes s'est ensuite établie au cours des combats qui se déroulèrent en Allemagne centrale durant la période de Pâques 1921, lors de ce qui a pris le nom d'Action de Mars.

Ce mouvement a été déclenché par l'entrée de troupes dans la région industrielle d'Allemagne centrale en vue d'occuper les entreprises, en particulier celle des Leuna-Werke <sup>(\*)</sup>. Les combats ont été dirigés entièrement par des commissions mixtes de district, tant du VKPD (c'était peu de temps après le passage de l'aile gauche de l'USPD au KPD lors du congrès de Halle) que du KAPD, et c'est sur leur mandat que Max Hölz, qui était membre du KAPD, a intégré la direction des opérations militaires.

L'issue de ces combats est connue. Le KAPD a indiqué, dans sa presse et par l'intermédiaire de ses représentants au Comité exécutif de la III<sup>e</sup> Internationale, que le facteur essentiel de l'échec se trouvait dans le fait que le VKPD avait engagé, sans préparation de ses partisans par voie de presse et d'organisation, un revirement complet de la tactique qu'il avait utilisée jusqu'alors et qu'il avait ainsi provoqué de la confusion dans les rangs d'adhérents impréparés. Lorsque l'on pratique pendant des mois exclusivement une tactique de type parlementaire et syndicale et qu'ensuite, du jour au lendemain, on la convertit en activité révolutionnaire, les membres d'un organisme central peuvent parfaitement se plier à un si prompt revirement, mais point l'ensemble du corps des fonctionnaires et les larges masses des adhérents. Les grandes masses ouvrières ne réagissent pas à un contre-ordre inattendu à la façon d'une compagnie de soldats de l'ancienne armée impériale. La Centrale du KPD s'était lancée dans un putsch en misant sur l'action du prolétariat, une action se déclenchant nécessairement par le jeu dialectique des forces de la révolution. La politique proclamée par la III<sup>e</sup> Internationale de faire entrer avant toute chose les plus grandes masses dans les partis qui lui sont affiliés, pour qu'elles soient ensuite «révolutionnées» par le Parti, avait toujours été combattue par le KAPD car méconnaissant de façon non marxiste les lois de la psychologie des masses, selon lesquelles doivent se faire jour la structuration de classe ainsi que le passage d'une idéologie prolétarienne à la conscience de classe.

La direction du KPD se dédouanait, à cette époque, de toute défaillance, en se justifiant ainsi : le temps imparti pour révolutionner les masses issues de l'USP a été trop court. Le cours ultérieur des événements a montré que le processus s'est précisément déroulé en raison inverse de ce qu'imaginaient les défenseurs de cette théorie des masses : c'est la priorité donnée aux larges masses – elles constituaient l'élément principal du VKPD, par sympathie avec la Russie soviétique, mais sans un clair et ferme discernement des nécessités de la politique révolutionnaire de lutte des classes – qui s'est imposée dans l'attitude générale du Parti. Ce ne sont pas les masses qui ont été révolutionnées, mais ce sont les masses qui ont *dé-révolutionné* le Parti. Ce fait s'est répété dans la lutte menée au sein des syndicats.

L'Action de Mars fut la dernière tentative de faire surgir, de manière révolutionnaire et sur une large base, les éléments latents de lutte de classe dans un combat visant à prendre le pouvoir. Ces tentatives ont échoué pour une double raison : d'abord, la résistance de principe de la social-démocratie et des syndicats à toute conception révolutionnaire active de la lutte de classe; ensuite le comportement du KPD qui, bien que révolutionnaire dans son programme, voulait remplacer la dictature de classe par la dictature des chefs, en sorte que cette couche de chefs, avec ses conceptions des plus bariolées et contradictoires de la politique révolutionnaire, changeait constamment de position et empêchait, par un comportement déconcertant les travailleurs, le développement de la conscience de classe des larges masses<sup>10</sup>. Face à ce double facteur de l'échec de la révolution en Allemagne, la réalité de la résistance de la bourgeoisie n'avait d'importance que pour autant que cette résistance s'insérât précisément dans un rapport de causalité avec

---

<sup>9</sup> Le rapport original donnait beaucoup plus de détails sur cette grève, qui intégra dans son mouvement les tramonts, les ouvriers gaziers ainsi que les employés des eaux (Note de l'éditeur).

<sup>(\*)</sup> Les Leuna-Werke, situés près de la ville de Leuna, au sud de Halle, en Saxe-Anhalt, formaient l'un des plus grands complexes industriels de la chimie allemande (NdT).

<sup>10</sup> Dans ce contexte, les brochures : *Der Weg des Dr. Levi – der Weg der VKPD* [La voie du Dr. Levi – la voie du VKPD] (Verlag der KAPD) et de Herman Gorter : *Offener Brief an den Genossen Lenin* [Lettre ouverte au camarade Lénine] (Berlin, idem), précisent la conception du KAPD.

les deux autres facteurs. La compacité et l'unité du front bourgeois caractérise à nouveau la phase actuelle d'évolution. Dans les premières années qui ont suivi la guerre, le front de la bourgeoisie était encore totalement désorganisé, ébranlé dans le domaine politique par les contradictions existantes entre les milieux monarchistes et la «démocratie» naissante, et dans le domaine économique entre les gagnants et les perdants de l'inflation. Il sera question de l'influence exercée par les Russes sur le cours de la Révolution allemande dans le paragraphe abordant les franches explications entre le KAPD et la III<sup>e</sup> Internationale. Mais il faut tout d'abord encore revenir sur l'évolution du Parti depuis sa fondation.

## 2. Les luttes internes entre les différentes tendances politiques. Les Thèses sur le rôle du parti dans la révolution prolétarienne

Nous avons déjà indiqué, au tout début de l'article, comment le Parti naquit de l'opposition des adhérents du KPD à l'égard de la Centrale. C'est pourquoi ont afflué vers ce nouveau Parti tous les groupes qui se situaient dans l'opposition à la Centrale, laquelle détenait le pouvoir, sans que cette opposition ait été au départ, y compris d'un point de vue positif, une masse homogène ayant la même orientation dans ses conceptions comme dans ses objectifs. La lutte contre l'ancien parti s'est traduite par un processus interne de clarification qui a été mené avant tout contre deux tendances : contre le programme national-bolchevik de l'opposition hambourgeoise (Fritz Wolffheim et Heinrich Laufenberg); contre les partisans de la prétendue «organisation unitaire» [*Einheitsorganisation*] et les négateurs de la forme parti (Otto Rühle à Dresde).

Wolffheim et Laufenberg défendaient un programme d'union sacrée (*Burgfrieden*) révolutionnaire entre bourgeoisie et prolétariat, celui d'une insurrection populaire générale contre l'impérialisme de l'Entente, et ils condamnaient comme trahison le mot d'ordre de désertion lancé par la Ligue Spartacus durant les derniers mois de la guerre.

Lorsque, peu après la fondation du Parti, la Conférence du district Nord s'adressa, dans un tract du 1<sup>er</sup> mai 1920, au vaste auditoire du Parti en lançant un appel ouvert allant dans le sens de cette théorie – il était signé par W. et L. – le Parti prit immédiatement position. Le Congrès du Parti, qui se déroula à Berlin-Weißensee en août 1920, s'exprima de manière virulente contre le groupe national-bolchevik. Le district Nord fut exclu et se reconstruisit au fil du temps. Wolffheim et Laufenberg perdirent bientôt tout contact avec le prolétariat et fondèrent conjointement avec des officiers et des propriétaires fonciers une « Société pour l'étude du communisme allemand » [*Gesellschaft zum Studium des deutschen Kommunismus*]. Le «Cercle pour la gymnastique de l'esprit, Association reconnue d'utilité publique, siège sis à Hambourg» [*Denksportring, e. V., Sitz Hamburg*] qui en est issu perdura jusqu'à l'été 1927.

Tandis que, dans le cas des nationaux-bolcheviks, il s'agissait d'un petit groupe qui n'existait vraiment que chez les disciples proches des propagandistes susnommés en n'ayant qu'une importance locale, l'affrontement avec les Unitaires [*Einheitler*], dirigés par Rühle, témoignait d'une orientation répandue dans l'ensemble du prolétariat, une tendance véritablement anarcho-syndicaliste qui, pénétrée par une idéologie individualiste petite-bourgeoise, rejetait en général le Parti en tant qu'organe du prolétariat et ne prônait qu'un regroupement dans des organisations économiques, les unions, sur une base fédéraliste, celle d'une complète autonomie des districts. La lutte a été essentiellement menée au sein de l'A(llgemeine) A(rbeiter)U(nion) [Union générale ouvrière], dont un groupe particulier, l'AAUE (*Einheitler*)<sup>(\*)</sup>, fit sécession. Les partisans de cette « tendance unitaire », qui se sentaient proches des IWW américains et de leur principe de «*One big union*», ont quitté le Parti. Le KAPD avait parfaitement reconnu qu'il y avait dans ces rangs-là un certain nombre de bons et sûrs révolutionnaires qui, souvent uniquement du fait de la déception provoquée par l'échec des grands partis bâtis sur le principe du chef, étaient maintenant tombés dans l'autre extrême qui consiste à rejeter le parti en général, mais ils anticipaient de la sorte, dans une époque de préparation révolutionnaire, une situation qui ne pourrait apparaître que dans une société sans classes. La position du KAPD relative à la question du parti a été résumée en juillet 1921 dans ses *Principes*

---

(\*) Allgemeine Arbeiter-Union Deutschlands (*Einheitsorganisation*) [Union ouvrière générale d'Allemagne (Organisation unitaire)], plus connue sous son sigle : AAUE ou AAU-E (Note de l'éditeur).

*directeurs sur le rôle du Parti dans la révolution prolétarienne*<sup>11</sup>. En raison de l'importance de cette question sur le plan des principes, nous en reproduisons les points saillants sous la forme des extraits suivants :

1. La tâche historique de la révolution prolétarienne est de remettre les trésors de la Terre entre les mains des masses laborieuses, de supprimer la propriété privée des moyens de production et de rendre ainsi impossible l'existence d'une classe possédante, exploiteuse et dirigeante. Son but est de libérer l'économie sociale de toutes les entraves du pouvoir politique, et cela à l'échelle mondiale.
2. La suppression effective du mode de production capitaliste, la prise en charge de l'ensemble de la production, la répartition des produits entre les mains de la classe ouvrière, l'abrogation de toutes les différences de classe, le dépérissement des institutions politiques ainsi que l'instauration de la société communiste constituent un processus historique dont on ne peut déterminer par avance et avec précision toutes les phases particulières. En ce qui concerne la question relative au rôle joué par le pouvoir politique dans ce processus, l'on peut néanmoins établir certains points de manière sûre.
3. La révolution prolétarienne est tout à la fois un processus politique et économique. Elle ne peut pas, ni en tant que processus politique, ni en tant que processus économique, trouver sa conclusion dans un cadre national; c'est au contraire l'instauration de la Commune mondiale qui est son but vital. Il en résulte que, jusqu'à la défaite définitive du pouvoir du capital à l'échelle mondiale, les détachements victorieux du prolétariat révolutionnaire ont encore besoin du pouvoir politique pour se protéger et, si possible, s'attaquer à la violence politique de la contre-révolution extérieure.
4. Les raisons d'évolution interne s'ajoutent à celles de politique extérieure, qui rendent nécessaires pour les détachements victorieux du prolétariat le maintien d'un pouvoir politique (y compris sur leur propre territoire souverain). La révolution, considérée comme un processus politique, comporte certes un moment décisif : celui de la prise du pouvoir politique. Mais la révolution, vue comme un processus économique, ne comporte pas un tel moment décisif, étant donné que la prise en mains de l'économie par le prolétariat et la transformation de l'économie des profits en économie des besoins impliquent un travail de longue haleine. Il en résulte naturellement que, au cours de ce processus, la bourgeoisie fera tout pour défendre le profit et, dans ce but, pour reprendre le pouvoir politique. Pour ce faire, elle cherchera tout particulièrement à mystifier les prolétaires, dans les pays d'idéologie démocratique développée (et donc dans les vieux pays industriels), par des mots d'ordre porteurs de la duperie démocratique. C'est pourquoi s'impose un pouvoir politique fort et impitoyable exercé par les travailleurs révolutionnaires, du moins jusqu'à ce que la prise de contrôle concrète de l'économie par le prolétariat s'achève et qu'ainsi la bourgeoisie voit se dérober sous ses pieds le terrain de son existence. C'est cela la dictature du prolétariat.
5. La nécessité d'un pouvoir politique souverain du prolétariat révolutionnaire, y compris après la victoire politique de la révolution, rend en même temps nécessaire l'organisation politique du prolétariat révolutionnaire, aussi bien après qu'avant la prise du pouvoir politique.
6. Les conseils ouvriers politiques (soviets) sont la forme d'organisation historiquement donnée et la plus large du pouvoir et de l'administration du prolétariat : ils surgissent dès que la lutte de classe culmine en un combat visant à s'emparer de la totalité du pouvoir.
7. Le Parti est la forme d'organisation donnée historiquement visant à rassembler les combattants prolétaires les plus conscients, les plus lucides et les plus combattifs. Étant donné que le but de la révolution prolétarienne est le communisme, ce parti ne peut être, tant dans son programme que dans son esprit, que le Parti communiste. Le Parti communiste doit former un tout avec un programme élaboré, un ensemble soudé par une volonté unique, organisé de façon homogène par en bas et discipliné. Il doit être la tête et l'arme de la révolution (*Sie muß der Kopf und die Waffe der Revolution sein.*)
8. La tâche première du Parti communiste, aussi bien avant qu'après la prise du pouvoir, au milieu des confusions et des fluctuations de la révolution prolétarienne, est de tenir fermement le cap, en ayant en vue l'objectif, la seule boussole sûre : le communisme. Le Parti communiste doit montrer aux masses prolétaires, dans toutes les situations, sans relâche et sans le moindre flottement, l'objectif et le chemin à suivre, non seulement en paroles, mais aussi dans l'action. Dans toutes les questions de lutte politique qui surgissent avant la prise du pouvoir, le Parti doit pousser avec la plus grande netteté à trancher entre réforme et révolution; il doit dénoncer toute solution réformiste comme étant un rafistolage et un sursis accordé à l'ancien système d'exploitation, comme une trahison de la révolution, c'est-à-dire des intérêts de la classe ouvrière tout entière. En effet, pas plus qu'il ne peut exister de communauté d'intérêts entre exploités et exploités, il ne peut davantage exister d'alliance politique entre révolution et réforme; le réformisme d'origine social-démocrate, sous quelque masque qu'il se dissimule, est aujourd'hui le principal obstacle pour la révolution et l'ultime planche de salut de la bourgeoisie.
9. C'est pourquoi le Parti communiste doit, sans le moindre égard et la moindre faiblesse, tenir au préalable éloigné de lui tout réformisme et tout opportunisme, aussi bien dans son programme que dans sa tactique, dans sa presse, ses mots d'ordre et ses actions; en particulier, le nombre de ses membres ne peut jamais augmenter plus vite que la force d'agrégation du solide noyau communiste ne le permet.
10. Les masses laborieuses passeront inévitablement par des phases de fluctuation au cours de la révolution. La révolution est un processus dialectique non seulement dans sa totalité, mais aussi dans ses phases particulières. En revanche, le Parti communiste, en tant qu'organisation des éléments les plus conscients, doit tendre à ne pas succomber lui-même à ces fluctuations, mais à les maîtriser. Par la clarté et la pureté de ses mots d'ordre, l'accord entre ses mots d'ordre et ses actes,

---

<sup>11</sup> «Leitsatz über die Rolle der Partei in der proletarischen Revolution», *Proletarier*, mensuel pour le communisme I, Heft 7, Berlin, juillet 1921, p. 16-18.

sa position d'avant-garde dans le combat, la justesse de ses prédictions, il doit aider les masses à surmonter rapidement et complètement ces fluctuations. Par l'ensemble de son comportement, le Parti communiste doit par conséquent développer la conscience de classe du prolétariat, même au prix d'une contradiction apparente et extérieurement passagère avec les larges masses. Ce n'est qu'ainsi que le Parti communiste gagnera la confiance des masses au cours des luttes révolutionnaires et qu'il réalisera un travail révolutionnaire d'éducation à grande échelle.

11. Le Parti, naturellement, ne peut se détacher des masses. Cela veut dire – en dehors du devoir évident de mener une incessante propagande – qu'il doit aussi se rattacher aux mouvements des masses laborieuses provoqués par les nécessités économiques, les revendications partielles, etc., qu'il doit essayer de clarifier intellectuellement ces mouvements, de les pousser vers des luttes réelles, de les élargir et les approfondir par l'appel à une solidarité active, de sorte qu'elles prennent des formes révolutionnaires et si possible politiques. Mais ce ne peut pas être la tâche du Parti communiste de se faire plus bête qu'il n'est; autrement dit : ce ne peut pas être la tâche du Parti communiste de renforcer l'esprit d'opportunisme en lançant, sous sa responsabilité, des revendications partielles réformistes.

12. Mais la contribution pratique la plus importante des communistes aux luttes économiques des travailleurs réside dans l'organisation de cette arme de lutte qui, dans une époque révolutionnaire et dans les pays hautement développés, est l'unique arme pratiquement utilisable pour de tels combats, à savoir que les communistes doivent veiller à ce que les ouvriers révolutionnaires (et pas seulement les membres du Parti communiste) se regroupent dans les entreprises, que les organisations d'entreprise se réunissent en unions et se transforment en instrument organisé pour que la classe ouvrière s'empare de la production.

13. Les organisations d'entreprise révolutionnaires (les unions) sont le sol nourricier des comités d'action (*Aktionsausschüsse*) qui naissent au cours de la lutte, elles offrent des cadres aux travailleurs luttant pour des revendications économiques partielles et finalement pour la production elle-même, elles constituent la base solide des conseils ouvriers révolutionnaires qu'elles anticipent.

14. En créant ainsi la large organisation de classe du prolétariat révolutionnaire, mais en préservant à côté, en tant que parti, la force d'un corps compact et homogène dans son programme, en valorisant dans l'union comme partout la pensée communiste comme principe suprême, les communistes assurent la victoire de la révolution prolétarienne ainsi que son triomphe ultérieur par l'instauration de la société communiste.

15. Le rôle du Parti après la victoire politique de la révolution dépend de la nouvelle situation internationale ainsi que du développement de la conscience de classe des travailleurs. Tant que la dictature du prolétariat, c'est-à-dire le pouvoir politique de la classe ouvrière victorieuse, est nécessaire, le Parti communiste doit tout faire pour garantir une évolution dans le sens communiste. Dans ce but, il est indispensable que, dans tous les pays industriellement développés, sous la direction intellectuelle des communistes, les prolétaires révolutionnaires soient eux-mêmes mis à contribution à la plus large échelle pour arriver à prendre en mains et à transformer la production. L'organisation par le biais des entreprises et des unions, l'éducation donnée par d'incessants conflits particuliers et la création de comités d'action constituent la phase préparatoire : celle-ci sera initiée au cours de la lutte révolutionnaire menée par l'avant-garde des travailleurs eux-mêmes.

16. Dans la mesure même où, en tant qu'organisation de classe du prolétariat, l'union se renforce après la victoire politique de la révolution et qu'elle a la capacité de consolider la base économique de la dictature sous la forme du système des conseils, elle gagne en importance par rapport au parti. De plus, dans la mesure même où la dictature prolétarienne se consolide en s'ancrant dans la conscience des larges masses, le parti perd en importance au profit des conseils ouvriers. Enfin, dans la mesure même où la consolidation de la révolution par le pouvoir politique devient superflue, alors que la dictature se transforme en société communiste, le Parti disparaît.

Toutes ces luttes de tendance, qui, dans l'air du temps, se sont déroulées avec une grande véhémence, ont été liquidées au cours de l'année 1920, et elles ont entraîné une ligne politique repliée sur elle-même. Seule s'embrasait encore une fois la violente lutte d'opinion sur la question de la prise de position à l'égard de la Russie soviétique et de la III<sup>e</sup> Internationale.

### **3. Le KAPD et la III<sup>e</sup> Internationale. Parlementarisme et question syndicale**

Le Parti avait décidé, lors de son Congrès de fondation, d'adhérer au Komintern, pleinement conscient des antagonismes qui le séparaient – dans les questions essentielles de la lutte de classe révolutionnaire – de l'opinion des représentants du Komintern envoyés en Allemagne ainsi que de celle de l'Exécutif qui était informé par ces derniers. Mais on croyait encore en la possibilité d'acquérir une influence. Le prolétariat voyait dans la Russie soviétique le front le plus avancé de la révolution mondiale, qu'il valait la peine de soutenir par solidarité, et dont on attendait l'impulsion pour la percée de la révolution dans les masses du prolétariat industriel d'Europe occidentale. Pour le KAPD, c'était le début d'une lutte pour la III<sup>e</sup> Internationale qui fut remplacée par une lutte contre la III<sup>e</sup> Internationale – mais seulement après son échec complet et une rapide évolution de la Russie révolutionnaire vers une entente avec la bourgeoisie internationale, une conciliation inévitable en raison des intérêts politiques d'État.

Dans un premier temps, peu après son premier Congrès, le Parti envoya [Franz] Jung et [Jan] Appel à Moscou. Il donnait ainsi suite à l'invitation du Comité exécutif qui avait proposé un face-à-face à Moscou.

Mais le résultat se révéla complètement négatif étant donné que Karl Radek était l'expert des affaires allemandes. Dans ces conditions, il était naturellement impossible de s'expliquer et de clarifier réellement la situation. Le KAPD avait à l'époque trouvé que la rengaine russe – nouer prioritairement des contacts avec les grandes masses laborieuses, et c'était naturellement tout à fait dans l'intérêt de la lutte que la Russie menait désespérément pour sa propre survie – était compréhensible pour la Russie, mais, en ce qui concerne la lutte du prolétariat de l'Europe de l'Ouest, il lui semblait que la première condition nécessaire posée par un Parti communiste était le principe de la clarté indiscutable; il fallait absolument fuir la tendance au compromis en vue d'obtenir d'éphémères succès ainsi que se refuser d'accroître le nombre des adhérents pour venir grossir ses rangs, car la compréhension des conditions particulières de la révolution leur aurait encore fait défaut, vu qu'ils étaient prisonniers de formes prérévolutionnaires, celles du parlementarisme et de l'organisation syndicale. En revanche, la Russie attachait un grand prix à établir aussi vite que possible des contacts avec les grandes masses laborieuses, précisément avec les grosses organisations existantes et leurs adhérents, qui, même s'ils n'approuvaient pas son programme, étaient néanmoins poussés par des sentiments suffisamment puissants pour orienter politiquement leur propre gouvernement dans un sens prorusse, ou du moins pour paralyser les tendances hostiles à la Russie soviétique.

Le KAPD analysait cette attitude comme une volonté de se maintenir au pouvoir. En revanche, il défendait la position que cela n'avait rien à voir avec la nature de la révolution prolétarienne en Europe de l'Ouest, que les bolcheviks, à l'encontre de leur propre pratique antérieure, cherchaient à mettre fin à leur «expérience» révolutionnaire. C'était eux qui avaient dirigé le combat en 1917 et appliqué une tactique qui peut être qualifiée à coup sûr d'une des plus grandes expériences de l'histoire. Mais la conquête du pouvoir était un combat connaissant des phases multiples, de victoires comme de défaites, suivant en cela un processus dialectique. À travers ces luttes, le prolétariat ne pouvait parvenir à un développement de la conscience de soi que s'il était guidé par un parti refusant tout compromis et représentant lui-même au cours de la lutte – même si elle pouvait mener à la défaite – la fraction la plus avancée du prolétariat.

La délégation est revenue au bout de quelques semaines, porteuse d'une série d'exhortations : réviser la conception du Parti en ce qui concerne le parlementarisme et la question syndicale, organiser entre-temps un Bureau d'information provisoire avec le KPD et envoyer des délégués au II<sup>e</sup> Congrès qui se préparait pour le mois de juillet 1920.

L'attitude de rejet de Moscou, malgré la large diffusion de la *Lettre ouverte* aux membres du KAPD<sup>12</sup>, n'a pas eu la moindre influence sur les adhésions, sinon celle de maintenir un statu-quo – mais aussi sur la majorité des sections du Komintern. Les délégués envoyés à Moscou pour le II<sup>e</sup> Congrès, Rühle (qui était encore à l'époque membre du Parti) et Merges, sont repartis au bout de quelques jours sans avoir seulement essayé de présenter le point de vue du KAPD à la large audience des camarades étrangers assemblés. Le II<sup>e</sup> Congrès atteignit son apogée avec les célèbres 21 Conditions d'adhésion<sup>13</sup>, où le KAPD ne vit que le renforcement de toute une évolution réformiste. Le KAPD fut invité à se prononcer d'ici le prochain congrès sur l'acceptation de ces conditions d'adhésion.

Lors du Congrès de Gotha qui a suivi [février 1921], le KAPD annonça son adhésion en tant que parti «sympathisant» – à l'encontre de la minorité, conduite par [Franz] Pfemfert et [James] Broth, qui déjà à l'époque demandait la rupture des pourparlers avec le Comité exécutif<sup>14</sup>. Mais le Parti voulut une fois encore tenter de faire reconnaître ses conceptions à Moscou et auprès des autres partis de la III<sup>e</sup> Internationale. Il envoya à Moscou une nouvelle délégation, composée de Gorter, Rasch<sup>15</sup> et Schröder<sup>16</sup>,

---

<sup>12</sup> *Das Exekutivkomitee der III. Internationale und die Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands* [Le Comité exécutif de la III<sup>e</sup> Internationale et le Parti communiste-ouvrier d'Allemagne], Verlag der KAPD, Berlin.

<sup>13</sup> Reichenbach nomme ces 21 conditions d'adhésion les «21 thèses». La résolution sur l'adoption des 21 conditions d'admission dans le Komintern avait été adoptée le 6 août 1920 [(cf. Günther Nollau, *Die Internationale. Wurzeln und Erscheinungsformen des proletarischen Internationalismus*, Kiepenheuer & Witsch, Cologne, 1959, p. 236-242).

<sup>14</sup> Cf. Le compte rendu en allemand : *Außerordentlicher Parteitag der KAPD vom 15. – 18. Februar 1921, im Volkshaus zu Gotha (3. Kongress der KAPD)* : <http://www.left-dis.nl/d/> (Note de l'éditeur).

<sup>15</sup> Karl Otto Fritz Rasch (13/02/1889–23/02/1954), né à Berlin-Friedrichsfelde. Après une formation de tailleur, il devint métallo. Travaillant à Hambourg pendant la guerre, il adhéra aux Linksradikale de Brême. De retour à Berlin en 1916, il adhéra au Spartakusbund, devenu KPD en décembre 1918. L'un des chefs de l'Opposition berlinoise du KPD, après octobre 1919, il est l'un des principaux fondateurs et organisateurs du KAPD en avril 1920. Prolétaire porte-parole du KAPD, il accompagne Herman Gorter et Karl Schröder, en décembre 1920, pour discuter avec Lénine les termes de l'acceptation de son parti dans le Komintern en tant que parti sympathisant. Exclu du KAPD en octobre 1922, pour «négligence», il semble délaisse l'activité politique et retourne à Hambourg, travaillant comme manœuvre, exerçant des activités peu lucratives dans les périodes de crise («vendeur de lacets» selon le témoignage de Franz Jung). À Hambourg, il fut inquiété par

pour annoncer cette décision. Les débats détaillés qui ont eu lieu dans ce contexte, à Moscou et à Leningrad, ont été retranscrits dans le livre de Gorter : Lettre ouverte au camarade Lénine, une réponse à la brochure de Lénine : *Le gauchisme, une maladie infantile du communisme* [Offener Brief an den Genossen Lenin<sup>17</sup>]; dans la brochure de Pannekoek : La révolution mondiale et la tactique communiste [*Weltrevolution und kommunistische Taktik*<sup>18</sup>]; dans de nombreux articles publiés dans la presse du Parti, ainsi que dans les résolutions des organisations de district qui toutes se situaient unanimement sur le terrain du programme du KAPD : *À bas le parlementarisme ! Destruction des syndicats ! Formation d'organisations d'entreprise !*

Puisque ces deux questions constituent le socle du programme du KAPD, l'on doit citer brièvement sa prise de position de principe en se référant à la littérature du Parti :

### 1. La question de la participation aux parlements

Le pouvoir que la bourgeoisie détient encore dans la période actuelle implique la dépendance intellectuelle et l'absence d'autonomie du prolétariat. Le développement de la révolution est le procès d'auto-émancipation du prolétariat de cette dépendance, de cette tradition du passé – ce que seule sa propre expérience de lutte rend possible. [...] Le parlementarisme est la forme typique de la lutte par l'intermédiaire de chefs et où les masses elles-mêmes jouent un rôle secondaire. Sa pratique consiste dans le fait que ce sont des députés, des personnes particulières, qui mènent le combat essentiel; cela suscite par conséquent obligatoirement dans les masses l'illusion que d'autres peuvent mener le combat pour elles. [...] Le parlementarisme tend inévitablement à entraver l'activité propre des masses alors que celle-ci est nécessaire à la révolution. [...] La révolution exige que l'on se charge des grandes questions de la reconstruction sociale, que l'on prenne de difficiles décisions, que l'ensemble du prolétariat soit entraîné par un mouvement créatif. [...] En conséquence, tant que la classe ouvrière croira trouver des raccourcis faciles en laissant d'autres agir pour elle, mener l'agitation du haut de la tribune, prendre des décisions, donner le signal pour l'action, faire des lois, elle hésitera et restera passive à cause de vieilles habitudes de penser et d'anciennes faiblesses<sup>19</sup>.

### 2. La question des syndicats

Les syndicats sont nés à l'époque du capitalisme ascendant et ils correspondaient à leur objectif, alors possible, d'agir comme des organes destinés à obtenir de meilleures conditions de salaire et de travail à l'intérieur du système capitaliste. Si leur but ultime était bien la transformation du capitalisme en socialisme, leur activité réelle consistait à lutter de manière réformiste contre les dommages et les excès du système capitaliste. Conformément à cette activité, les syndicats ont à la longue de plus en plus pris, y compris dans leur forme d'organisation, un caractère purement capitaliste. Il s'est constitué une bureaucratie dirigeante qui disposait de tous les leviers de pouvoir de l'organisation sans que cette bureaucratie ait elle-même encore des racines dans le processus de production. Liés pour le meilleur et pour le pire à l'existence de l'organisation, ces gens-là, victimes du système, ont dû nécessairement en venir à éviter de graves secousses, à opposer à la lutte de classe qui s'aggravait leur propre volonté égoïste de patrons privés, à se mettre au service du compromis et de la dissimulation.

Les membres des syndicats sont organisés par branches professionnelles. Cela n'avait un sens, c'est-à-dire un sens pour la lutte de classe, qu'à une époque où le capitalisme ne connaissait la plupart du temps que la petite et la moyenne entreprise caractérisée par une activité professionnelle précise. Mais l'organisation par métiers a perdu en bien-fondé dans la mesure où le grand capitalisme moderne, par des entreprises géantes, par des trusts verticaux et horizontaux couvrant des pays

---

les autorités nazies pour « atteinte aux bonnes mœurs », mis en détention préventive du 26.11.1936 au 27.02.1937 sur simples allégations, puis relâché. Il est mort, totalement oublié, à Hambourg (An der Rennkoppel 1), le 23 février 1954 (Note de l'éditeur).

<sup>16</sup> Karl Schröder, dit *Karl Wolf*, *Karl Zech*, fils d'enseignant, étudie à Berlin la philosophie, l'histoire, l'histoire littéraire et artistique. En 1912, il soutint une thèse de doctorat en histoire de la littérature à Marburg, puis travailla comme précepteur faute de débouchés à l'université. En 1913, il est membre du SPD et entre dans le cercle de Franz Mehring. Pendant la guerre, il est mobilisé comme sous-officier dans un camp de prisonniers russes. En 1917, il est actif dans le Spartakusbund et sera rédacteur de *Die Rote Fahne*, organe KPD, dont il est l'un des membres fondateurs à Berlin. En octobre 1919, il est exclu du KPD comme les trois quarts de la section berlinoise. En 1920, Schröder est un des fondateurs du KAPD. Avec Alexander Schwab, il est chargé de la publication de la *Kommunistische Arbeiter-Zeitung* et de la revue *Proletarier*. À Moscou, en octobre 1920, il rencontre Lénine, Trotski et Boukharine. Soutenant l'adhésion du KAPD au Komintern, Schröder joue un rôle de premier plan dans l'exclusion de la minorité fédéraliste en février 1921. Cependant, après le troisième congrès du Komintern en juillet 1921, il est partisan de la fondation d'une Internationale communiste-ouvrière (KAI). La majorité du KAPD étant hostile à cette entreprise, il est exclu en mars 1922 du KAPD et se retrouve à la tête de la tendance d'Essen (*Essener Richtung*) dont il sera exclu à son tour en 1924. Il retourne la même année au SPD à l'instigation de Paul Levi, sans doute poussé par des visées entristes, et y anime une aile gauche marxiste. Schröder se consacre à l'écriture de romans, fait partie d'un comité de lecture pour des maisons d'édition sociales-démocrates et mène une action d'éducation ouvrière. Avec Alexander Schwab, Bernhard Reichenbach et Arthur Goldstein, il fonde en 1932 les *Rote Kämpfer*, communistes des conseils. Lors de l'arrivée du nazisme au pouvoir, Schröder est libraire. En 1936, la Gestapo réussit à démanteler l'organisation clandestine des *Rote Kämpfer*. En 1937, Schröder est condamné à quatre ans de prison et détenu dans plusieurs camps de concentration. Libéré en 1945, Schröder travaille à la reconstruction du système éducatif à Berlin. Il s'efforce en même temps de rassembler autour de lui un cercle d'anciens membres des *Rote Kämpfer* à Berlin-Ouest. En 1948, il rejoint le SED pour pouvoir exercer son activité de lecteur auprès de la maison d'édition *Volk und Wissen* (Note de l'éditeur).

<sup>17</sup> Verlag der K.A.P.D., Berlin, 1920.

<sup>18</sup> Verlag der Arbeiterbuchhandlung, Vienne, 1920.

<sup>19</sup> Pannekoek, *ibid*.

entiers, a enrôlé et exploité à l'intérieur d'un cadre de production des travailleurs de toutes catégories, quel que soit l'âge et de le sexe, comme des appendices de son appareil technique<sup>20</sup>.

### 3. AAU (Allgemeine Arbeiterunion) et B.O. (Betriebsorganisationen)

L'Union générale ouvrière [AAU] est la première pierre dans la formation de l'organisation des conseils. Elle doit donc se fonder sur les entreprises qui sont les cellules de la production. C'est dans les entreprises que le prolétariat se présente comme une classe, et les ouvriers côte à côte comme des camarades appartenant à la même classe. C'est là que la masse est le vecteur de la transformation et de la réorganisation de la société. C'est là que la lutte intellectuelle, la révolutionnarisation de la conscience, peut passer d'un être à l'autre (*von Mann zu Mann*) en un flux inépuisable concentré sur le seul intérêt de classe, et non pas sur des lubies capitalistes d'association; et que les intérêts professionnels trouvent la place qui strictement leur revient.

L'organisation d'entreprise [*Betriebsorganisationen*] forme la cellule de base de l'union; l'union est l'unité organique de ces cellules. [...] Les organisations d'entreprise particulières, dont font partie, comme type particulier d'entreprise, les chômeurs, se regroupent de prime abord par districts économiques territoriaux, et ces districts économiques correspondent autant qu'il est possible à des complexes déterminés, interdépendants sur le terrain économique<sup>21</sup>.

Suite aux négociations évoquées plus haut, le KAPD se vit accorder à l'automne 1920 un siège permanent au Comité exécutif du Komintern. Le Parti y envoya donc ses délégués. Mais sans le moindre succès pratique. Certes, Zinoviev, Boukharine, Radek, entre autres, souscrivaient sur bien des points aux reproches que le KAPD formulait sur l'attitude des dirigeants du KPD. Mais ils exigeaient toujours, précisément sur la base du bien-fondé de ces reproches, que les membres du KAPD adhèrent au KPD et avant tout qu'ils travaillent dans les parlements et dans les syndicats. Ils persistaient dans l'opinion que la participation de véritables révolutionnaires suffisait pour obtenir des résultats révolutionnaires, même au sein d'organisations contre-révolutionnaires. Le point de vue contraire, la conception que le KAPD croyait pouvoir mettre en pratique dans son activité quotidienne, fut combattu, à savoir qu'une forme contre-révolutionnaire par principe, dépassée historiquement dans l'état actuel de développement de la lutte de classe, ne pouvait pas être révolutionnée, et que dans le meilleur des cas, elle absorberait nécessairement et inutilement les forces révolutionnaires, mais qu'elle les dé-révolutionnerait dans la plupart des cas étant donné la pesanteur de leur propre légalisme, un légalisme sociologiquement impactant.

Le seul bénéfice de cette prise de contact plus étroite avec les milieux moscovites, qui dura six mois environ, a été la possibilité d'avoir des aperçus plus approfondis de la structure du travail constructif russe, aussi bien de la mentalité de la couche dirigeante que de sa relation avec les couches prolétariennes les plus diverses. En effet une liberté de mouvement sans réserve avait été donnée aux délégués.

L'intérêt passionné dont les prolétaires russes témoignaient dans les grandes assemblées ouvrières dédiées aux événements allemands nous ont fait une profonde impression, d'autant plus que les débats virulents, qui se firent clairement jour dans la question de l'Action de Mars, le conflit, né de la brochure de Paul Levi (\*) contre les partis, qui avait conduit aussi à des divergences d'opinion fondamentales entre l'aile modérée dirigée par Clara Zetkin et l'aile radicale conduite par Reuter-Friesland<sup>22</sup>, tout cela avait plongé les prolétaires russes dans le désarroi. Lors d'un entretien personnel avec Lénine, il s'avéra que ce dernier condamnait certes résolument le type de procédé employé par Levi, mais qu'il lui donnait raison sur le contenu du jugement qu'il portait sur l'Action de Mars.

La prise de contact avec les membres non-russes du Comité exécutif a fréquemment montré que beaucoup de sections du Komintern s'étaient rattachées à la III<sup>e</sup> Internationale poussées par un enthousiasme prolétarien sincère, sans que cet enthousiasme se soit fondé sur une claire assimilation du marxisme. Cela se remarquait particulièrement chez les délégués du Parti anglais.

---

<sup>20</sup> Extrait de la brochure *Die Allgemeine Arbeiterunion*, Berlin, 1923.

<sup>21</sup> *Die Allgemeine Arbeiterunion*, brochure publiée par l'AAU, Berlin, 1923.

(\*) Il s'agit de la brochure publiée sous le titre : *Unser Weg, Wider den Putschismus* [Notre voie, contre le putschisme], qui critique sévèrement la nouvelle direction du KPD et la direction de l'Internationale communiste (NdT).

<sup>22</sup> Ernst Reuter (1889-1953), dit *Ernst Friesland*, était adhérent du SPD depuis 1912. Il devint pacifiste en 1914. Mobilisé en 1915, il est fait prisonnier par les Russes un an plus tard. En 1917, il devient bolchevik et organise par la suite les premiers groupes communistes de langue allemande parmi les prisonniers de guerre. Distingué par Lénine, il devient commissaire de la région des Allemands de la Volga avant de repartir pour l'Allemagne en décembre 1918, et de devenir un dirigeant important du K.P.D., à son aile gauche. Il est très opposé à Paul Levi, et est nommé en 1921 Secrétaire général du Parti. Mais réalisant rapidement que l'Action de Mars était une aventure putschiste il se heurte à l'I.C. et est exclu en 1922. Il retourne alors au S.P.D. dont il devient un dirigeant. De 1948 à sa mort, il est maire de Berlin-Ouest (Note de l'éditeur).

Au cours de l'été 1921 se déroula le III<sup>e</sup> Congrès au cours duquel les représentants du KAPD Bergmann, Hempel, Sachs et Seemann<sup>23</sup>, purent encore une fois exposer le point de vue du Parti dans les discussions, pour autant que cela fut possible en dépit du temps de parole limité et malgré le rejet opposé à leur requête de se voir attribuer un rapport ou un co-rapport.

Mises à part ces discussions portant sur son propre cas, la délégation du KAPD a été la seule délégation étrangère à avoir ensuite soutenu l'Opposition ouvrière, conduite par Alexandra Kollontaï à l'intérieur du PCR, dans les débats sur la question de la politique russe (rapporteur : Lénine).

Le KAPD a rejeté l'obligation qui lui a été imposée à la fin du Congrès de devoir fusionner avec le KPD et se soumettre aux 21 Conditions d'admission. Étant donné que la parole a été refusée à la délégation pour une prise de position finale en séance publique, c'est la déclaration suivante qui a été lue lors de la session finale du Comité exécutif afin qu'elle figure au procès-verbal :

La délégation du KAPD a soumis les résultats du Congrès à un nouvel examen, aussi bien en référence à sa prise de position par rapport à la décision du Congrès, qui exige sous forme d'ultimatum la fusion du KAPD avec le VKPD, que du point de vue de nos relations avec la III<sup>e</sup> Internationale. En pleine conscience de la gravité de la responsabilité qu'elle porte, la délégation est parvenue unanimement aux conclusions suivantes :

La lutte tactique contre le KAPD à l'occasion de ce Congrès s'est déroulée d'emblée sous la forme d'une lutte contre un ennemi dont les arguments ne devaient pas être évalués quant au fond, et dont l'existence comme facteur politique devait être supprimée sous prétexte de discipline. Les faits suivants viennent le corroborer :

1. Depuis des semaines, on a donné aux participants au Congrès une image caricaturale du KAPD, sous forme d'articles parus dans la presse russe, dans *Die Kommunistische Internationale*, ainsi que dans le *Bulletin du Congrès*, tandis que nos explications concrètes et nos rectificatifs n'étaient pas imprimés.

2. Les organisateurs du congrès ont limité notre liberté d'expression. Que cette tactique fut délibérée, se révéla en toute clarté dans la décision de nous refuser, pour notre propre affaire, la question du KAPD, la présentation d'un rapport ou d'un co-rapport, mais de nous octroyer seulement un temps de parole d'une demi-heure. Dans ces conditions, nous avons été contraints – pour ne pas devenir les complices involontaires d'une comédie – de renoncer à prendre la parole.

3. Comme fondement de l'ultimatum qui nous était adressé on nous fit part d'une prétendue décision du Comité exécutif, malgré le fait que ce comité ne se soit jamais occupé de cette affaire dans aucune session, qu'il ne nous ait pas entendu là-dessus, et à plus forte raison qu'il ait pu prendre une décision.

4. Cette question du KAPD fut, dans cette logique, considérée pendant des semaines comme un point indépendant placé en queue d'ordre du jour; non seulement elle ne fut pas discutée, mais réglée par simple décision, sans aucune prise de contact préalable avec nous eu égard au rapport du CE qui, lui, se plaçait au deuxième rang de l'ordre du jour. On arriva au résultat escompté : préjuger de la position du Congrès avant qu'il ne risque, lors des débats sur les questions de principe, de prendre connaissance de nos positions.

Ce type de comportement, sous son aspect formel, est en très étroit rapport avec la ligne politique suivie par la III<sup>e</sup> Internationale sous l'influence déterminante des camarades russes. Le déroulement du Congrès en a été la démonstration : la ligne de Paul Levi a triomphé, les coups de chapeau donnés à l'Action de Mars participant d'une mascarade révolutionnaire (*Revolutionspielerei*); le Parti tchécoslovaque a été accepté comme section de plein droit sans aucune garantie, simplement sur des promesses creuses, en voulant craintivement ménager [Bohumír] Šmeral, son chef opportuniste. L'on a négocié bien volontiers et dans les moindres détails, avec le Parti socialiste d'Italie qui à ce moment précis concluait un pacte avec les fascistes<sup>24</sup>. La participation de principe aux parlements bourgeois a été maintenue en dépit des tristes expériences qui en ont été faites en Allemagne, en Autriche, en France, etc., en dépit des caricatures de parlementarisme prétendument révolutionnaire que l'on a pu vivre. En entérinant la politique funeste d'un travail dans les vieux syndicats, l'on s'est en réalité, malgré tout le langage utilisé, incliné devant l'Internationale d'Amsterdam et l'on a soutenu le mensonge capitaliste d'un parlementarisme de type économique. Le Congrès succomba même à l'idée grotesque de révolutionner les coopératives de consommation.

Tout ceci caractérise la continuité avec la voie déjà tracée lors du II<sup>e</sup> Congrès, celle qui va dans la mauvaise direction : de la révolution vers le réformisme, de la sphère de la lutte vers la tactique de la diplomatie, de la négociation ainsi que de la dissimulation illusoire des contradictions. La protestation, que nous avons émise pour ce qui concerne le procès-verbal, à l'encontre de l'adoption des thèses sur la tactique, est confirmée par ces exemples.

Ces conditions préalables à prendre en compte dans la décision exigeant notre fusion avec le VKPD suffirent pour que l'on reconnaisse qu'une telle fusion est totalement inacceptable pour le KAPD. Cette fusion signifierait la soumission à la discipline d'un Parti en décomposition où, sous l'influence du Congrès, règne en maître le réformisme. Le bâillonnement par un appareil organisationnel (presse, finances, clique dirigeante) qui nous est hostile ôterait toute base réelle à notre

<sup>23</sup> Jan Appel (*Hempel*), Alexander Schwab (*Sachs*), Bernhard Reichenbach (*Seemann*) et Ludwig Meyer (*Bergmann*). Pour leur biographie, cf. Ph. Bourrinet, *Lexikon des deutschen Rätekommunismus, 1920-1960* : <https://libcom.org/library/lexikon-des-deutschen-r-tekommunismus-1920-1960> (Note de l'éditeur).

<sup>24</sup> Il s'agit du Pacte de pacification du 3 août 1921 signé par des représentants du Conseil national fasciste (Giacomo Acerbo et Giovanni Giuriati), du PSI (Tito Zaniboni et Pietro Ellero), des groupes parlementaires fasciste et socialiste, de la CGL, avec la double bénédiction du président du Conseil Ivan Bonomi et du président de la Chambre Enrico De Nicola (Note de l'éditeur).

espoir d'exercer une influence salutaire dans un tel Parti. L'attitude de la délégation serait, il va de soi – et sans mandat particulier du Parti –, la conséquence d'un tel état de fait : *elle rejette à l'unanimité l'ultimatum de fusion avec le VKPD.*

Malgré nos pleins pouvoirs, nous ne proclamons pas la sortie du KAPD de la III<sup>e</sup> Internationale. Ce sont nos adhérents eux-mêmes qui se prononceront. Ils donneront leur réponse compte tenu de la demande inacceptable d'avoir à emprunter la voie du réformisme, de l'opportunisme. Le prolétariat international entendra cette réponse.

Notre décision a été prise en toute connaissance de cause. Nous sommes pleinement conscients de notre responsabilité vis-à-vis des travailleurs allemands révolutionnaires, vis-à-vis de la Russie soviétique, vis-à-vis de la révolution mondiale. La révolution ne se laisse pas ligoter par une décision de congrès. Elle vit, elle va son chemin. Nous l'accompagnons, et nous poursuivrons notre chemin à son service<sup>25</sup>.

La réponse des adhérents a été donnée en lien direct avec les publications portant sur le déroulement du Congrès : le Parti a déclaré sa sortie de la III<sup>e</sup> Internationale sur la base des décisions presque unanimes des districts économiques.

L'Internationale communiste-ouvrière [Kommunistische Arbeiter-Internationale] a été fondée en avril 1922 conjointement avec les groupes d'opposition des Partis hollandais et bulgare, qui avaient également coupé les ponts avec leurs sections adhérentes au Komintern ; elle se composait pour l'essentiel d'un Bureau d'organisation ayant pour tâche d'aboutir à l'union des partis ayant la même orientation.

Le travail présent se limite à l'époque des luttes du prolétariat pour le pouvoir, une époque qui déjà fait partie de l'histoire. C'est pourquoi l'évolution ultérieure du Parti ne sera que brièvement évoquée.

En raison du déclin de la vague révolutionnaire et des grands vides que le pouvoir de la justice de classe bourgeoise a laissés dans nos rangs, le nombre de militants a considérablement diminué. Le Parti considère maintenant<sup>26</sup> que sa tâche est de continuer à consolider les connaissances relatives au caractère et aux nécessités d'organisation de la lutte de classe révolutionnaire, y compris à l'époque du déclin capitaliste, et, au moyen de la propagande, de faire comprendre au prolétariat, en accord avec sa conception, le fait que, dans une nouvelle vague révolutionnaire et avec une conscience de classe renforcée, le prolétariat ne pourra vaincre qu'en s'éloignant résolument des formes prérévolutionnaires de défense des intérêts prolétariens.

---

<sup>25</sup> Extrait de la *Kommunistische Arbeiter-Zeitung*, Berlin, année 1921, numéro 219.

<sup>26</sup> À la date de 1927-1928, Reichenbach – devenu pourtant membre du SPD en 1925 ! – est plus ou moins adhérent de la tendance d'Essen du KAPD, qui se survit sous forme de secte. Cf. IISG Amsterdam, Collectie Canne-Meijer, map 219-221 (procès-verbal de la conférence du KAPD, Essener Richtung).

## ANNEXE

Ont été utilisés pour ce travail (outre les procès-verbaux et les rapports) :

- Les journaux du Parti ainsi que ses revues :

*Die Rote Fahne*, Organe du district économique du Grand-Berlin, 1919 (Organe de l'Opposition jusqu'à la fondation du K.A.P.D.).

*Kommunistische Arbeiterzeitung*, Berlin, 1920 & 1921.

*Kommunistische Arbeiterzeitung*, Hambourg, 1920.

*Kommunistische Arbeiterzeitung*, Saxe occidentale, 1920.

*Der Kommunist*, Dresde, 1920.

*Kommunistische Montagszeitung*, Berlin, 1920-1921.

*Der Geist* (mensuel), Berlin, 1920.

*Der Proletarier* (mensuel), Berlin, 1921-1922.

*Rote Jugend*, Organe de la Jeunesse Communiste- Ouvrière, Berlin, 1921.

*Der Kampftruf*, Organe de l'Allgemeine Arbeiterunion, Berlin, 1920 & 1921.

- Les brochures (éditées par le KAPD) :

**[Karl] Schröder et [Friedrich] Wendel** : *Wesen und Ziele der revolutionären Betriebsorganisation* [Nature et buts de l'organisation d'entreprise révolutionnaire].

**[Karl] Schröder** : *Vom Werden der Neuen Gesellschaft* [Du devenir de la nouvelle société], Berlin, 1920.

**Arthur Goldstein** : *Nation und Internationale* [Nation et Internationale], Berlin, 1920

**Herman Gorter** : *Offener Brief an den Genossen Lenin* [Lettre ouverte au camarade Lénine], 1920.

**Herman Gorter** : *Der historische Materialismus* [Le matérialisme historique], 2<sup>e</sup> éd., 1921.

**Herman Gorter** : *Die Kommunistische Arbeiter-Internationale* [L'Internationale communiste-ouvrière], Berlin, 1923.

**Anton Pannekoek** : *Die Westeuropäische Politik der 3. Internationale* [La politique ouest-européenne de la III<sup>e</sup> Internationale] , Kleine Flugschriften der KAPD, Nr. 3., 1921.

**Johannes Seeman [= Bernhard Reichenbach]** : *Der Steuerabzug vom Lohn* [Le prélèvement à la source sur le salaire], Berlin, 1921.

**Alexandra Kollontai** : *Die Arbeiter-Opposition in Rußland* [L'Opposition ouvrière en Russie], Verlag der Kommun. Arbeiter-Internationale, Berlin [1922].

- Sans nom d'auteur :

*Die Allgemeine Arbeiterunion (Revolutionäre Betriebsorganisation)*, publié par l'AAU, Berlin, 1923.

*Wahlkampf oder Klassenkampf?* [Lutte électorale ou lutte de classe?], Berlin, sans date.

*Die K.A.P.D. und die Kommunistische Internationale* [Le KAPD et le Komintern].

*Der Weg des Dr. Paul Levi – der Weg der V.K.P.D.* [La voie du Dr. Levi – la voie du VKPD], KAPD, Berlin, 1921.

*Die Sowjetregierung und die 3. Internationale im Schlepptau der internationalen Bourgeoisie* [Le gouvernement soviétique et la III<sup>e</sup> Internationale à la remorque de la bourgeoisie internationale].

- En plus :

*Bulletin des III. Kongresses der Kommunistischen Internationale*, Moscou, juin-juillet 1921.

[Source électronique du texte : <http://www.left-dis.nl/d/berreich.htm>]

NOTA-BENE. – La plupart des journaux et brochures du KAPD sont consultables sur le site des Archives Antonie Pannekoek : <https://www.aap.be/Pages/Frontpage.html>